



## Conseil de formation du 1<sup>er</sup> avril 2019

Mr le Directeur Académique,

Mesdames et Messieurs,

En premier lieu, l'Unsa Education et le SE-Unsa se félicitent que le Conseil de Formation soit à nouveau réuni puisque nous n'avions pas eu l'occasion de nous entretenir officiellement de ce sujet ô combien important depuis le 6 janvier 2017.

Nous allons donc vous apporter en préambule notre réflexion sur la formation initiale et continue des enseignants de notre département.

Concernant tout d'abord la formation continue :

**Les assises réunies il y a une vingtaine de jours ont permis de partager un bilan lucide: la formation continue des enseignants est inadaptée, insuffisante et inefficace. Le ministre l'a bien entendu et a fixé le cap pour la réformer. Les discussions vont commencer dans le cadre de l'agenda social dédié.**

**La DGESCO a mené une enquête en ligne sur le sujet. Elle a reçu 40700 répondants en quinze jours de consultation. Premiers résultats, la formation continue par ceux qui la reçoivent, est jugée :**

**-insuffisante (69%)**, 3 jours par an en moyenne en France contre 8 jours pour les Pays de l'OCDE. 3 jours qui prennent en compte les formations pédagogiques du 1<sup>er</sup> degré, obligatoires et hors temps scolaire, et effacent la pauvreté de la formation du 2<sup>nd</sup> degré, au moins en quantité.

**-inadaptée : 72%** des répondants à la consultation affirment que les apports et leur transférabilité sont insuffisants, voire très insuffisants. 83% disent n'avoir jamais été consultés sur l'offre de formation.

**-inefficace** : outre que la transformation attendue des pratiques par la formation n'est guère quantifiée, l'enquête fait apparaître le peu de transmission entre pairs des apports nouveaux (22% disent en parler autour d'eux souvent, mais 28% répondent jamais ). Enfin, 64% affirment que leurs nouvelles compétences, acquises en auto formation ou en formation continue ne sont pas prises en compte dans leur carrière.

**Rien de très nouveau, ces constats étaient connus mais pas forcément reconnus par l'Institution, qui s'est longtemps contentée d'une logique comptable.** Et c'est bien là, la nouveauté, rendre publique une mauvaise évaluation et la volonté d'y apporter transformation. Car il a été rappelé que tous les systèmes éducatifs en tête des comparaisons internationales ont misé sur un continuum de formation des enseignants, tout au long de leur carrière.

**En présence du DGESCO et du DGRH, Jean-Michel BLANQUER a donc annoncé la création d'un "schéma directeur pluriannuel de la formation continue".** Il s'agit de définir sur une période "de 3 à 5 ans les priorités stratégiques

du ministère et la ventilation de l'effort de formation entre l'information institutionnelle, la formation continue métier et la formation destinée à l'évolution professionnelle".

**Il s'agit d'un véritable changement de paradigme car il nécessite de passer d'une logique de l'offre à une logique de la demande, une logique d'accompagnement.** Une prise en compte des ressources humaines car l'enjeu de bien être au travail est central, ce qui amène à penser l'accompagnement à l'expertise des métiers et à l'appropriation des politiques éducatives et la possible mobilité dans les carrières. On ne part pas de rien, de nombreuses actions sont déjà engagées sur certains territoires, et c'est bien l'idée d'académies apprenantes qui est mise en lumière. L'EPLÉ ou la circonscription comme lieux centraux de développement professionnel, en inter métiers ou inter catégoriels. Comme par exemple, les CLAP ( cellule locale d'accompagnement professionnel) expliquées et suivies par Luc Ria et l'IFé, dans l'académie de Versailles et Lyon. **L'UNSA Éducation a tous les atouts en main pour être force de proposition dans le cadre de l'agenda social qui s'ouvre. Parce que nous sommes forts de nos 22 syndicats et de la diversité de nos métiers.** Parce que le sujet de la formation tout au long de la vie est au cœur de notre projet éducatif. Parce que nous savons déjà travailler en inter métiers et inter catégoriels. Parce que nous avons déjà proposé et expérimenté des formations sur des sujets d'éducation : le décrochage scolaire, le développement professionnel continu, le bien être au travail.... Ces expériences nous donnent de l'expertise pour porter des revendications utiles sur une formation initiale et continue adaptée, efficace et suffisante. Nous nous sommes d'ailleurs déjà exprimés sur certaines de ces revendications lors de la CAPD traitant des départs en stage.

Sur la formation initiale :

Permettez-nous tout d'abord de distribuer à chacun d'entre vous les résultats de l'enquête annuelle que le SE-Unsa organise à l'adresse des FSTG 1<sup>er</sup> degré de notre département. Elle constitue une photographie réelle du ressenti des PES de la promotion 2017 à propos de leur formation.

Nous constatons globalement des progrès dans l'ensemble des résultats et nous ne pouvons qu'en être satisfait.

Toutefois, nous vous invitons à lire attentivement les commentaires des stagiaires qui accompagnent les graphiques. Ils sont parfois crus, quelquefois acerbes mais traduisent de manière assez réaliste les ressentis de nos collègues en formation initiale.

Une fois de plus, la formation initiale semble parfois déconnectée du terrain au profit d'un contenu universitaire et disciplinaire qui l'éloigne de la pratique du métier.

Osons un exemple (nous en avons d'autres à votre disposition...) : On note dans les conseils d'un tuteur ESPE spécialiste de l'éducation musicale la recommandation sur le mode insistant de l'utilisation du diapason en classe de petite section maternelle...

Cela interroge. L'Unsa Education souhaite, tout en maintenant des connaissances et des exigences de niveau universitaire, que l'aspect professionnalisant de la formation prenne une plus grande part dans le cursus des étudiants-stagiaires.

Il ressort en effet de cette enquête que ce sont principalement les conseils des pairs (en l'occurrence des PEMF de terrain ou de tuteurs ESPE ayant une expérience de pratique réelle dans les niveaux où ils enseignent et des collègues des écoles) qui sont le plus appréciés par les stagiaires.

Il ressort également que les FSTG travaillent énormément (plus de 5h de corrections-préparations par jour!). Ne subissent-ils pas une pression trop importante de ce point de vue ? Quel salarié aujourd'hui travaille plus de 10h par jour ?

Sur un plan plus général, à propos de la formation initiale :

Dans le cadre de l'agenda social, un chantier nommé "formation initiale" a été ouvert fin septembre 2018. Il s'agissait de revoir le contenu de l'arrêté qui encadre les formations dispensées en master MEEF, et d'y annexer un référentiel de formation, afin d'harmoniser les maquettes de formation des différentes Espé. Le vote sur ce texte a eu lieu ce jeudi 28 mars au CTMEN, l'UNSA éducation a voté « Pour », et voici ce qui a motivé ce vote.

Si, tout au long des réunions de concertation, nous avons été favorables aux textes présentés avec les évolutions d'écriture, il restait néanmoins des points de blocage.

Le premier point portait sur la répartition des volumes de formation pour le master MEEF 1, où les formations dédiées aux savoirs fondamentaux (français et mathématiques) étaient bien trop importantes par rapports aux formations dédiées à la polyvalence. A chaque réunion il nous a été répondu « il n'y aura pas de changement, c'est une commande ministérielle ».

Le second point portait sur la structure même du référentiel, document lourd et complexe, et nous souhaitions qu'il puisse évoluer et non pas être figé en l'état dès la parution du texte. Il nous a été répondu « le référentiel sera revu à chaque nouvelle accréditation des Espé, c'est à dire tous les quatre ans ».

Pour ce qui concerne les contrats de pré-professionnalisation, puisque notre académie fait partie des élues pour le déploiement de ce dispositif dès la rentrée 2019, nous souhaiterions bien entendu connaître le nombre de recrutements prévus en L2, L3 et M1 et les implantations de ces contrats.

On nous dit qu'un bénéficiaire de ce type de contrat doit être présent 8 heures par semaine dans l'école. Si les missions pour les L2 et L3 sont sans ambiguïté, nous avons des inquiétudes sur celles dévolues aux M1 : « *Prise en charge d'une classe de manière autonome avec l'appui d'un professeur référent/tuteur* ». Dans les faits, de quoi s'agira-t-il ? De quel référent/tuteur parle-t-on ? MAT, PEMF, Prof de l'ESPE ? Pourra-t-il s'agir de remplacements ?

Sur un tout autre sujet, nous voudrions, Mr le Directeur Académique, vous alerter également sur la situation des CPC de notre département.

Le SE-Unsa a réuni plus de 65% d'entre eux lors d'une toute récente réunion d'information syndicale. Nous tenons à relayer dans cette instance leurs grandes difficultés pour assumer toutes les charges qui leur incombent, la multiplicité de leurs missions mais aussi l'absence de clarté concernant les Référents Maths. S'agit-il de désignation ? S'agit-il de volontariat ? Monsieur le Directeur Académique, les Conseillers Pédagogiques sont inquiets et ils ont toutes les raisons de l'être. C'est la raison pour laquelle, ils ont sollicité une audience accompagnée par le SE-Unsa et nous vous joignons un courrier que nous nous avons co-écrit.

Nous terminerons par des questions...

Avez-vous, à maintenant moins de 10 jours des épreuves du CRPE, la dotation académique en postes et sa ventilation entre les 2 départements ?

Comment s'articulera la formation des PES l'année prochaine ? Sur quel support ? Seront-ils encore en doublette ? Pour quelles périodes ?

Combien de MAT ont été sollicités cette année ? Combien le seront l'année prochaine ?

Pourrions-nous faire un point sur le CAFIPEMF ? sur M@gister ?

Je vous remercie de votre attention.